

## Une esquisse de géographie électorale malgache :

### le premier tour des élections présidentielles (novembre 1992)

**P**REMIER scrutin réellement libre et disputé depuis l'indépendance de Madagascar, l'élection présidentielle de la fin 1992 mérite l'analyse. Le mode de scrutin simple, de type français, le nombre suffisant mais non excessif de candidats (huit), dont les plus notables du moins avaient un profil bien « typé », facilitent le commentaire, bien plus délicat pour les élections législatives ultérieures qui n'ont aucun de ces traits. En dépit de l'agitation fédéraliste dans certaines provinces (Tuléar, Diego Suarez et surtout Tamatave) le déroulement des opérations n'a guère été perturbé, le dépouillement a été réalisé et observé avec grand sérieux ; bref, nous disposons là d'un matériau satisfaisant pour analyser les réactions de l'opinion au bouleversement de la donne politique. Nous conduirons notre analyse à partir d'un seul document, les résultats publiés par le ministère de l'Intérieur le 11 décembre, quinze jours après le scrutin, présentés par *fivondronampokontany* (districts (1)), qui n'ont fait par la suite l'objet que de très légères rectifications. Un niveau plus fin serait nécessaire notamment pour analyser les réactions différentielles des villes et des campagnes (2), mais l'échelle du district permet de saisir avec une précision suffisante les grandes tendances.

Si le scrutin n'a pas offert le suspense que beaucoup attendaient avec quelque angoisse, il n'a toutefois pas été sans surprises. La première est le niveau élevé de l'abstention (plus de 27 %) qui, s'il exprime la liberté des électeurs et l'absence de bourrage d'urnes (3), peut étonner après l'intense remue-ménage politique des

dix-huit mois précédents. La moyenne nationale n'a toutefois guère de signification, comme le montre la carte du taux d'abstention (figure 1). Autour du niveau de 70 % de participation, elle oppose nettement deux Madagascar : les Hautes Terres et l'Est d'une part, où la participation est forte, voire très forte, comme en Imerina, dans l'Alaotra et autour de Maroantsetra ; d'autre part, le Sud, l'Ouest et l'essentiel de la province de Diego Suarez où l'abstention est très sensiblement plus importante. La province de Tuléar, avec plus de 41 % d'abstentionnistes, s'oppose très vigoureusement à l'Imerina (province de Tananarive) où ils ne sont que 14,6 %.

Cette disposition rappelle d'assez près celle du peuplement : il semble exister une corrélation entre forte densité de population et fort taux de participation. On est alors tenté de justifier l'abstention par des contraintes matérielles, de lui dénier un sens politique : on aurait peu voté là où les cantons sont vastes, les bureaux de vote éloignés (4), les pistes impraticables, d'autant que le scrutin, retardé, s'est déroulé à la fin de novembre, quand la saison des pluies était franchement entamée. Cette explication est insuffisante. La circulation est assez aisée dans le Sud (d'autant que la sécheresse y sévit gravement), or le vote y a été particulièrement faible ; elle est toujours très difficile dans la région de Maroantsetra qui a très largement voté. Les infrastructures sont plus misérables dans le pays tsimihety, où l'on a beaucoup voté, que dans le centre du bassin de Majunga, où la participation a été médiocre. L'abstention a donc sans doute eu souvent d'autres motifs, proprement politiques. De ce point de vue le cas le plus significatif est celui du Sud, « travaillé » par son vieux leader charismatique, Monja Jaona, curieusement rangé dans le camp « fédéraliste » aux côtés de Ratsiraka : nombreux y ont certes été ceux qui, affaiblis ou éloignés par la sécheresse, n'ont pu aller déposer leur bulletin dans l'urne, nombreux sans doute aussi ceux qui ne voulaient pas voter Zafy, mais ne souhaitaient pas plus appuyer un Président sortant pour lequel ils n'éprouvaient aucune sympathie. Si Ratsiraka arrive néanmoins en tête dans deux districts méridionaux, c'est à la faveur d'un fort abstentionnisme. La médiocrité de la participa-

(1) Ces circonscriptions, ainsi dénommées lors de la réforme des collectivités territoriales sous la Deuxième République, correspondent sensiblement aux sous-préfectures de la Première République, elles-mêmes héritières des districts de l'époque coloniale. Leur taille, fort inégale, est comparable à celle d'un département français (moyenne : 5 315 km<sup>2</sup>, contre 5 730 pour le département). Par commodité nous les désignerons comme « districts », terme d'ailleurs encore employé par les Malgaches eux-mêmes.

(2) Seules en effet les principales villes (les six capitales de province plus Antsirabe) constituent par elles-mêmes un district.

(3) Même dans le « fief » oriental de Ratsiraka où les pressions en faveur du Président sortant ont été fortes, le niveau d'abstention est en général proche de la moyenne nationale.

(4) Le nombre de bureaux était toutefois considérable : 1 pour 428 électeurs.

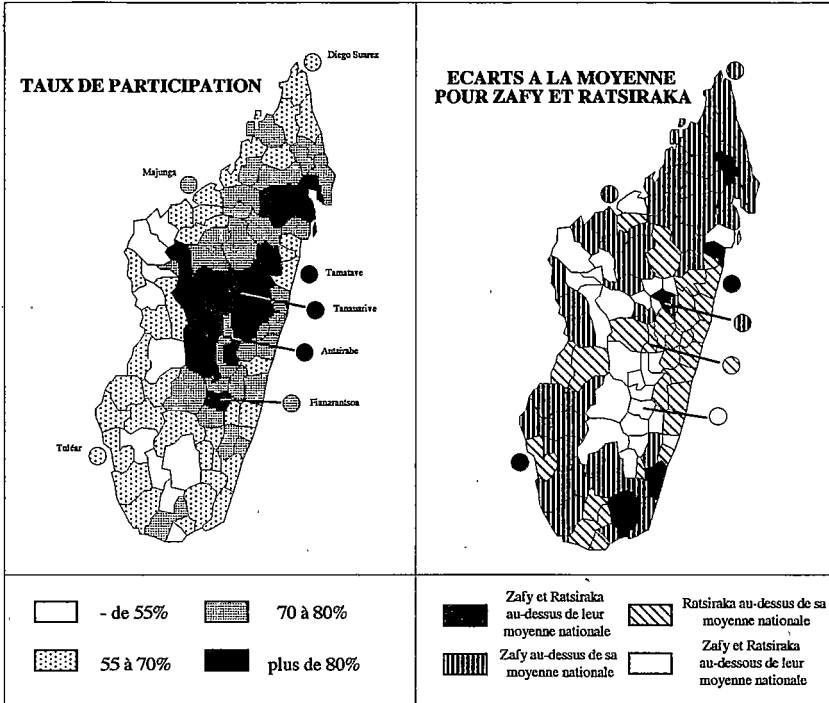


FIGURE 1

tion populaire dans une bonne part de la province de Diego Suarez, où l'agitation fédéraliste a été notable, a sans doute un sens comparable. Le taux de participation (81 %) est certes plus fort dans les villes les plus importantes qu'en brousse, situation normale, trop souvent jusqu'alors masquée par les irrégularités électorales, mais les disparités régionales sont les mêmes.

Faut-il penser que, plus maître du jeu, contrôlant encore l'administration territoriale, Ratsiraka aurait pu bénéficier d'un réflexe légitimiste des abstentionnistes de novembre 1992 ? Sauf à multiplier les irrégularités, il n'aurait pas pu pour autant retourner la tendance. Mettons les choses à l'extrême : si le taux de participation en brousse avait été identique à celui des villes, et si ce surcroît de suffrages s'était entièrement tourné vers Ratsiraka, celui-ci n'aurait encore obtenu que quelque 34,5 % des voix contre 47,3 % à son seul concurrent sérieux, Albert Zafy.

La deuxième surprise du scrutin a en effet été son caractère de duel. On attendait en effet généralement une élection « triangulaire » opposant au sortant le candidat des Forces Vives, mais aussi le leader du MFM (Parti pour le progrès de Madagascar), Manandafy. Celui-ci, confiant en son expérience, en sa nouvelle image

de *manager* bien vu des institutions internationales, avait fait une campagne vigoureuse, avec de gros moyens : bien mal payé de ses efforts, il a obtenu à peine plus de 10 % des voix, quand Zafy atteignait 45,9 % et Ratsiraka 29,6. Un duel donc entre deux candidats qui ont rassemblé à eux deux plus des trois quarts des voix, mais un duel plus inégal que prévu et surtout, pour l'essentiel, un duel à distance.

Les deux principaux candidats n'ont en fait obtenu, ensemble, plus de 75 % des suffrages que sur une faible partie de l'île, l'extrême-Nord et le pays tsimihety, le centre de la côte orientale et l'essentiel du Sud (où, rappelons-le, la participation a été très faible) ; ils n'y parviennent que dans un très petit nombre de circonscriptions des Hautes Terres, où la dispersion sur les candidats secondaires a été plus marquée. La faible extension des zones de polarisation maximale du vote implique qu'elle y ait été particulièrement marquée, mais la concentration sur un seul des deux candidats y est beaucoup plus fréquente que la confrontation. Très rares (moins d'une dizaine) sont en effet les districts où Zafy et Ratsiraka ont obtenu tous deux plus que leur moyenne nationale. En réalité chacun d'entre eux a disposé de très solides bastions où l'autre n'a recueilli que très peu de suffrages.

Ceci nous introduit aux dimensions régionales du vote. A-t-il, et dans quelles proportions, été marqué par des tendances régionalistes affirmées qui pourraient, comme le laissait présager l'agitation fédéraliste, mettre à terme en cause l'unité nationale ? Ou note-t-on simplement l'existence normale de points forts liés à l'implantation locale et régionale des personnages politiques ?

Pour étudier ce point, mieux vaut prendre d'abord le cas de « petits candidats ». Notons d'abord que les héritages et le passé lointain n'ont pas pesé lourd. Ruffine Tsiranana n'a pas tiré de dividendes du nom du « père de la République » malgache : ses scores sont même particulièrement faibles dans la région de Majunga où pourtant la mémoire de Ph. Tsiranana est largement honorée. J. Rabemananjara, dans sa déconfiture globale, n'a obtenu qu'un succès d'estime dans son Maroantsetra natal où il est arrivé au second rang avec 21 % des suffrages. Pour émerger, fût-ce au seul niveau régional, il a fallu faire preuve d'une véritable stature politique, d'une expérience récente, et disposer d'un véritable appareil électoral.

Les cas de Manandafy Rakotonirina et d'Evariste Marson, respectivement arrivés aux troisième et quatrième rangs, sont de ce point de vue intéressants. Marson, issu du PSD (Parti social-démocrate), passé au Vonjy, ministre des Finances dans le gouvernement de transition, bénéficiait *a priori* d'atouts au moins régionaux, en pays antaimoro dont il est originaire. Pourtant, même à Vohipeno, son district d'origine, il ne s'est classé qu'en troisième

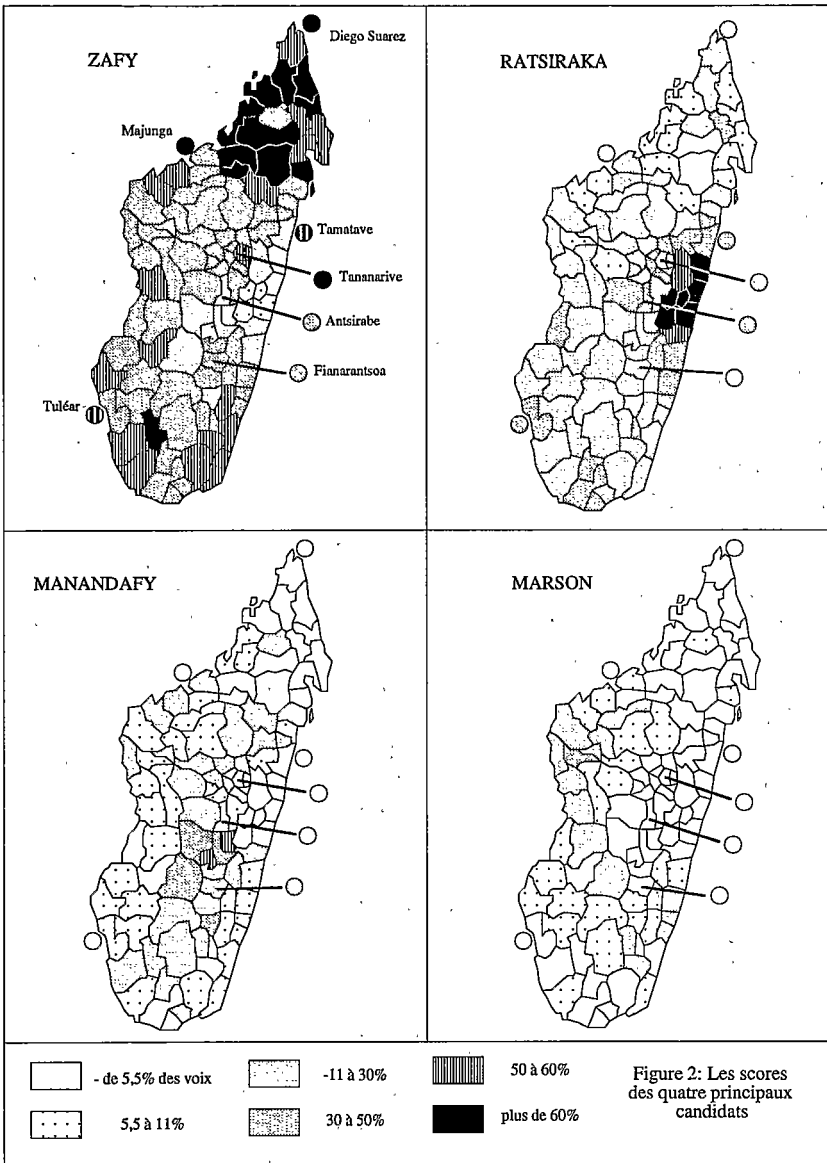


FIGURE 2

rang derrière Zafy et Ratsiraka. Certes, l'analyse de la répartition de ses électeurs à l'échelle de l'île montre qu'il a eu quelque influence sur le vote de ses « pays » ; ceci se traduit par des scores un peu moins dérisoires qu'ailleurs dans des districts de l'Ouest (notamment Morafénobe) où la diaspora du Sud-Est est importante, mais en fait dans les plus isolés et les plus archaïques d'entre eux.

Faute d'appareil politique significatif, l'atout régionaliste n'a pas vraiment joué.

Le cas de Manandafy est différent, tant dans son ampleur que dans sa nature. Le leader du MFM, dans son piètre résultat national, se situe néanmoins en isolé entre le duo de tête et le peloton des « petits candidats ». Mais, à l'échelle de Madagascar, si l'on songe non seulement à la vigueur de sa campagne, mais surtout à sa connaissance globale du pays, à la solidité et à l'activité de l'encadrement MFM, le seul parti dont on pouvait dire, à l'époque, qu'il avait une véritable implantation nationale, ses scores paraissent désastreux. Ses quelque 10 % tiennent seulement aux bons résultats obtenus dans sa région d'origine, le Nord du Betsileo, et il n'a obtenu la majorité absolue que dans ses deux « terres », son pays d'origine (Fandriana), le pays de son enfance (le Manandriana). Manandafy a payé politiquement au prix fort, plus sans doute que sa longue participation au pouvoir sous la Deuxième République, son attitude de la période 1991-1992, où il a voulu éviter l'affrontement brutal entre Ratsiraka et ses opposants, au prix d'apparentes volte-face et de prises de position incompréhensibles pour des manifestants décidés à aller jusqu'au bout. On aurait pu penser que ceci aurait surtout des effets à Tananarive et dans les grandes villes, où ses scores sont effectivement très faibles (5), mais les campagnes ont suivi les villes dans leur désaffection. La vigueur de l'appareil politique, d'ailleurs émoussée pendant la phase de transition, n'a rien pu contre un désaveu politique, Manandafy, au vu des résultats, n'est plus (provisoirement ?) qu'un leader régional (6).

N'en va-t-il pas de même, à une échelle différente, de Ratsiraka ? De fait, la répartition des votes en faveur de l'ancien Président est aussi fort concentrée. Il a disposé d'un bastion vigoureux dans le Sud de la province de Tamatave, où sa qualité d'originaire a joué plus que le désarroi d'une région durement touchée par la mévente du café, et où il a atteint des scores exceptionnels, qui, tout comme les méthodes de ses partisans, sont un écho à peine affaibli des pratiques de la Deuxième République : 90 % des voix à Mahanoro, 87,5 % à Marolambo ! Mais, outre que le bastion ratsirakien est plus vaste et plus peuplé que celui du leader MFM, il tient moins de l'îlot que du pôle : autour de la région de vote majoritaire s'étend une auréole où les positions de l'ancien Président restent solides, à Tamatave, dans l'Alaotra, dans la région de Mananjary. Les districts où Ratsiraka a obtenu plus de 30 % des suffrages ne se limitent pas à la façade orientale : on a vu que, avec l'appui de Monja Jaona, il avait obtenu quelques succès dans

(5) 4,17 % des voix à Tananarive, 7,49 % à Antsirabe.

(6) Ceci ne s'est pas appliqué de même

manière à son parti, lors des élections législatives : ses scores sont honorables et il est représenté dans la plupart des régions.

le Sud, mais il a fait aussi des scores honorables à Morondava, et surtout dans le Vakinankaratra.

Le vote de cette dernière région n'est pas sans poser problème : partie sud de la province de Tananarive, zone de transition entre l'Imerina historique et le Nord du Betsileo, on aurait pu s'attendre à ce qu'elle montre moins de faveur au Président sortant, que, par effet de diffusion, elle accorde plus de voix à Manandafy, ou que, à l'instar de Tananarive, elle penche pour Zafy. Certes, la réserve à l'égard de la capitale est une constante en ce pays de « têtes dures », mais ceci ne suffit pas à fonder une explication. Sans doute faut-il tenir compte du fait que la région, dont les potentialités agricoles sont fort appréciables, est une des campagnes les plus prospères de l'île, bénéficiant de gros investissements de la Banque mondiale, cependant que le centre industriel d'Antsirabe reste relativement actif. Quoi qu'il en soit, le Vakinankaratra a assuré à Ratsiraka une présence politique sur les Hautes Terres où l'on pouvait penser qu'il était tout particulièrement contesté. Il conserve au moins, outre une « base » forte, des éléments résiduels d'une implantation nationale.

Celle-ci est évidemment bien plus manifeste pour son vainqueur, Albert Zafy. Certes, dans ce premier tour, il est resté assez éloigné de la majorité absolue et n'a recueilli, compte tenu du fort taux d'abstention, qu'un tiers des voix des inscrits ; certes, son succès tient largement à des votes régionaux marqués, mais sa présence est vigoureuse sur la plus grande partie du pays. Trois points forts de vote Zafy se distinguent nettement : c'est d'abord le Nord, et surtout l'ensemble constitué par le pays tsimihety, sa zone d'expansion dans le Nord du bassin de Majunga, et son voisinage, historiquement dominé par les Sakalava du Nord ; c'est ensuite le Sud de la côte orientale, du pays antaisaka à Fort Dauphin ; c'est enfin Tananarive et sa banlieue. On doit y ajouter, avec des nuances compte tenu du faible taux de participation, une partie du Sud : le pays mahafaly, Amboasary et ses plantations de sisal, Morombe et les périmètres irrigués du Mangoky. Mais Zafy dépasse la barre des 30 % de suffrages sur l'essentiel de l'île, avec comme seules exceptions les points forts de Ratsiraka et Manandafy.

Le premier tour du scrutin a donc bien montré la dimension nationale du vote pour Zafy, malgré la faiblesse de son appareil politique ; il montre aussi évidemment les pôles régionaux de son implantation. La nature de ceux-ci est double. Elle est personnelle d'une part, car Zafy obtient des scores élevés dans deux régions auxquelles il est lié par ses origines : le Nord, son « pays », et le Sud-Est, dont il est en partie originaire et auquel il est lié par son alliance matrimoniale avec les Zafimahova. On notera cependant que ce n'est pas en pays antaimoro (région des Zafimahova) qu'il obtient ses meilleurs résultats, en raison de la présence de Mar-

son, mais dans le pays antaisaka. L'implantation de Zafy est d'autre part politique, car Tananarive, dans ce scrutin, ne s'est pas déjugée et a voté pour le leader des Forces Vives.

Il convient, dans la mesure, limitée, où nous le permettent les documents, de voir comment, au niveau régional, vote urbain et vote rural se répartissent. Certes, les grandes agglomérations ont proportionnellement davantage voté Zafy : il y obtient en moyenne 20 % de plus que dans les campagnes, cependant qu'à l'inverse Ratsiraka y obtient 20 % de moins. Différence significative, mais sensiblement moindre que ce qu'une vision du mouvement de 1991-1992, trop centrée sur les villes, aurait pu faire attendre. Le taux d'urbanisation est trop faible à Madagascar (24,3 % en 1989) pour que les villes puissent durablement peser sur la vie politique : elles sont un catalyseur, mais c'est encore « en brousse » que se gagne le pouvoir, et la brousse n'est pas restée à l'écart du bouleversement politique. Les oppositions villes-campagnes ne doivent cependant pas être négligées : il est plusieurs cas où elles sont d'importance, les plus flagrants étant ceux de Tamatave et Antsirabe où les périphéries ont placé Ratsiraka en tête, alors que les centres votaient Zafy. On le comprend aisément pour Tamatave, ville largement peuplée d'immigrés, on le saisit moins bien pour Antsirabe, dont le peuplement est local et dont les « banlieues » sont largement ouvrières.

En définitive, et contrairement à ce que voulait accréditer la propagande de Ratsiraka et des fédéralistes, on ne note aucune partition simpliste de la Grande Ile qui puisse conduire à son éclatement : pas d'opposition marquée Hautes Terres/Côtes, villes/campagnes, Est et Sud contre Centre et Nord, régions fortement/faiblement christianisées. La géographie électorale malgache est plus finement maillée. Si le poids des Églises, notamment, avait été patent, on aurait dû le voir se traduire par une opposition Centre-Côtes, qui n'apparaît nullement. Avec moins de discrétion qu'en bien d'autres circonstances, l'hebdomadaire catholique *Lakroa* avait suggéré deux candidats, Zafy et Manandafy : l'addition de leurs voix ne fait pas toujours une majorité sur les Hautes Terres, elle la constitue sur une large par des Côtes. Il est vrai que l'influence des Églises ne peut se mesurer au seul nombre des baptisés : une analyse conduite au niveau des cantons pourrait seule permettre de saisir dans quelle mesure les structures d'encadrement ecclésiales ont pu peser çà et là.

On ne peut davantage parler de vote ethnique. Si l'on met à part le cas des Tsimihety, depuis longtemps hostiles à Ratsiraka et qui semblent avoir voté de façon homogène, on note que les grandes ethnies sont fractionnées : aux Betsimiraka du Nord, qui ont plutôt voté Zafy, s'opposent ceux du Sud, partisans de Ratsiraka ; le nord du Betsileo, fief de Manandafy, se distingue du Sud ;



en Imerina même, quand la moitié Nord-Ouest penche pour Zafy, la moitié Sud-Est donne une bonne part de ses voix à Ratsiraka et l'Androy n'est pas plus uni. On retrouve là de vieux clivages historiques, dont il faudrait voir quel sens ils ont aujourd'hui pris.

En définitive, s'il est un cadre qui paraît refléter de façon pertinente les caractères de l'électorat malgache, c'est un cadre administratif fantôme, celui des anciennes préfectures (en moyenne trois par province) qui ont disparu lors de la mise en place des collectivités décentralisées : on peut ainsi opposer préfecture de Fénétrive (pro-Zafy) et préfecture de Tamatave (pro-Ratsiraka), Tananarive où Zafy l'emporte et Antsirabe où Ratsiraka garde de solides positions, Antsohihy massivement pro-Zafy et Majunga où la balance électorale est plus nuancée... Ces unités territoriales, fondées en général sur l'existence d'un pôle urbain relativement vigoureux, auxquelles les campagnes « utiles » sont liées par des voies de communication par où s'effectue le drainage des produits, par où circulent nouvelles et idées, semblent être demeurées des cadres de vie et d'animation politique permettant de dépasser le paroquialisme des districts comme l'unanimité de commande de l'échelon national : il conviendrait d'en tenir compte dans les temps à venir.

**Jean-Pierre Raison**  
*Université de Paris X-Nanterre*